

Victoire du procès contre la Finma

UBS. Un ancien directeur de la banque a obtenu la radiation des informations le concernant sur une liste grise tenue par le régulateur.

Un ex-cadre d'UBS a gagné hier devant le Tribunal fédéral (TF) le procès qui l'opposait à la Finma. Cet ex-directeur de banque obtient la radiation des informations le concernant sur une liste grise tenue par le gendarme de la finance.

Cette base de données de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (Finma), intitulée «Watch List», sert à déterminer si un cadre de la finance présente «la garantie d'une activité irrécusable». A la suite de l'affaire de la manipulation du Libor, l'ex-directeur d'UBS s'était douté qu'il figurait sur ce registre. Il avait demandé à la Finma de lui fournir une copie des données le concernant. En dernière instance, la 1ère Cour de droit public du TF a accepté le recours de l'ex-directeur d'UBS. Les juges ont souligné que les informations qui figurent sur le registre peuvent porter une atteinte grave à sa sphère privée. Il convient dès lors d'interpréter restrictivement les dispositions réglementaires qui autorisent la Finma à tenir cette liste grise.

La «Watch List» ne peut contenir que des renseignements qui ressortent de sources «sérieuses» et «rigoureuses». Elle ne peut se fonder sur des e-mails, des rumeurs ou faire état de simples soupçons. En l'espèce, comme les renseignements qui figuraient sur le compte de l'ex-cadre d'UBS ne remplissaient pas ces conditions, elles doivent être radiées, a décidé la 1ère Cour de droit public. Minoritaire, un juge fédéral a considéré que cette interprétation restrictive revenait à «couper les ailes» à la «Watch List» dans ses activités de lutte contre la criminalité dans le domaine financier. — (ats)

UBS: taux négatifs répercutés également chez les plus fortunés

UBS répercuter les taux d'intérêt négatifs à un autre groupe de clients. A compter du 1^{er} mai, les clients européens du numéro un bancaire helvétique dont les avoirs dépassent 1 million d'euros (1,06 million de francs) devront s'acquitter de frais de 0,6% par an. UBS motive mercredi sa décision par les taux d'intérêt négatifs introduits en 2014 par la Banque centrale européenne (BCE), lesquels ont encore baissé à trois reprises depuis. Des mesures qui se sont traduites par une hausse considérable des coûts pour les banques commerciales. Pour l'heure, UBS a répercuté les taux d'intérêt négatifs également adoptés par la Banque nationale suisse (BNS) depuis fin 2014 sur les comptes libellés en francs des clients commerciaux. Il en va de même pour ceux des privés fortunés.

L'appui pertinent de Warburg Pincus

AVALOQ. La firme de private equity acquerra 35% environ du capital. Cela valorise la société de fintech suisse à plus d'un milliard de francs.

PHILIPPE REY

Le groupe mondial de private equity Warburg Pincus va acquérir environ 35% du capital groupe Avaloq (ex-BZ Informatik qui émane de BZ Group créé par Martin Ebner dans les années 80). Ce partenariat permettra d'accélérer la croissance d'Avaloq, fintech internationale et leader des solutions bancaires intégrées, avec un horizon d'investissement de 7 ans. Les 35% en question seront cédés par des actionnaires existants. Francisco Fernandez, l'actuel président de la direction générale (CEO), conservera environ 28% du capital. Le management et les salariés garderont près de 27%. Cette transaction n'affecte pas la part du capital détenue par Raiffeisen Suisse (10%).

La clôture de la transaction est attendue au deuxième trimestre 2017. Warburg Pincus nommera alors deux personnes pour rejoindre le conseil d'administra-

tion d'Avaloq. Cette transaction valorise Avaloq à plus de 1 milliard de francs suisses. Les détails financiers ne sont pas dévoilés. Cette opération financière intervient cependant après des résultats financiers (non encore audité) d'Avaloq qualifiés d'excellents en 2016. Cette société, qui est domiciliée à la périphérie de Zurich, a augmenté en 2016 ses revenus de 10% à 533 millions de francs par rapport à 2015. Le résultat brut d'exploitation (EBITDA) a crû de 41% à 82 millions, ce qui signifie une hausse de 3,4 points à 15,4% de la marge EBITDA.

Avaloq a dégagé de solides cash-flows, la trésorerie nette générée par les opérations ayant progressé de 100% à 62 millions et la trésorerie disponible ayant progressé de 8% à 63 millions. La transaction s'est effectuée à 12 fois l'EBITDA pour le moins. En comparaison, Temenos se négocie sur SIX Swiss Exchange à plus de 20 fois l'EBITDA.



JACQUES AIGRAIN. L'ancien CEO de Swiss Re a très bien rebondi du côté de Londres.

Le marché des produits et services commercialisés par Avaloq est promis à une croissance considérable eu égard à la demande de services bancaires numériques, d'outsourcing, de solutions SaaS (software as a service) et de développement global d'un écosystème bancaire digital. Avaloq et Warburg Pincus partagent la vision qu'un fort accent mis sur les clients d'Avaloq et le développement d'une technologie parmi les meilleures permettront à la firme zurichoise de fortifier da-

vantage sa position de fournisseur global de services dans la banque et la gestion de patrimoine. Cette transaction constitue le premier pas vers une future introduction en bourse (IPO) d'Avaloq dans les années à venir. Avaloq entre en fait dans une nouvelle étape de croissance à l'international.

Dans le cadre de cette transaction, le co-créateur d'Avaloq, Francisco Fernandez, assumera également le rôle de président du conseil d'administration, Jürg Hunziker restera CEO adjoint et responsable des marchés (chief markets officer ou CMO) du groupe. En parallèle, Avaloq crée un conseil européen pour soutenir les initiatives stratégiques de la croissance de l'entreprise. Ce conseil consultatif européen se composera de Jacques Aigrain, ancien CEO de Swiss Re et président de LCH Clearnet, Stefano Boccadoro, ancien general manager de Cassa Lombarda Bank et CEO de Santander Italy, Ste-

fan Krause, ancien CFO de Deutsche Bank et de BMW, et Javier Marin, ex-CEO de Banco Santander.

Jacques Aigrain, qui a rebondi du côté de Londres, est depuis mars 2014 senior advisor et partenaire de Warburg Pincus, responsable pour l'industrie financière. Par ailleurs, il est toujours membre du conseil d'administration de Swiss International Airlines ainsi qu'administrateur du groupe de communication WPP, du London Stock Exchange Group et de LyondellBasell NV.

Warburg Pincus compte plus de 44 milliards de dollars d'actifs sous gestion. Ce groupe se positionne en particulier comme un chef de file dans l'investissement dans le secteur financier et les fintechs, tels par exemple Funds Bank, Arch Capital, China Huarong Asset Management, FIS/Metavante, HDFC, Mellon Bank, Network International, Sterling Financial Corp ou Webster Bank. ■

Une chance pour la gestion privée

INVESTISSEMENT DURABLE. Etude SSF et 10 arguments clés pour les chargés de clientèle.

PIOTR KACZOR

Le développement durable répond aux attentes d'une part grandissante de la population. De plus en plus souvent, celle-ci intègre le thème du développement durable à ses décisions, par exemple en privilégiant l'achat de produits bio. Pour répondre à cette demande dans le domaine de la gestion privée, Swiss Sustainable Finance (SSF) a réalisé et publié, mercredi, une étude sur les avantages que peut apporter une approche d'investissement durable dans la gestion patrimoniale. Ce guide est articulé autour de dix arguments clés susceptibles de renforcer l'offre de placements durables pour les conseillers à la clientèle en gestion privée.

La décision d'intégrer ce thème au processus d'investissement présente en effet des avantages au niveau financier: elle peut améliorer la diversification du portefeuille et donc en améliorer le profil risque/rendement. Si l'impact favorable de l'investissement durable sur la gestion du risque et sur la qualité a été illustré par des études, il n'en demeure pas moins que cette approche passe encore souvent comme moins performante et plus chère.

Au Crédit Suisse (Suisse) pourtant, «nous seulement nous soutenons le déploiement de placements durables mais ceux-ci bénéficient de droits de garde plus avantageux de 40%» a précisé Orlando Marchesi, Senior Relationship Manager HNWI, lors du débat qui s'est tenu à l'issue de la présentation de cette étude mercredi à Zurich. Alors que d'autres établissements justifient les coûts plus élevés de cette approche par les ressources supplémentaires (recherche et

analystes) que celle-ci requiert. Tant et si bien que l'investissement durable ne représenterait que 4% de l'ensemble du volume d'investissement en Suisse, un chiffre qui n'est cependant pas perçu de manière unanime comme recouvrant tout le secteur. «A la Banque Cantonale de Zurich, nous avons doublé les volumes gérés sous forme de mandats selon cette approche au cours des cinq à six dernières années, soit depuis l'accident de Fukushima, à quelque 6 milliards de francs» a indiqué de son côté Viktor Nicipali, responsable d'équipe Key-Clients.

Les divers événements dont la presse parle abondamment peuvent d'ailleurs être l'occasion pour le conseiller d'aborder avec ses clients les défis environnementaux et d'expliquer que l'investissement durable permet d'inclure ces thèmes dans le suivi des entreprises et des portefeuilles d'investissement, ainsi que le souligne l'étude pratique de SSF.

«Les clients sont de plus en plus nombreux à vouloir donner à leurs investissements un impact positif concret pour un monde plus durable. S'il ne répond pas à ce besoin, le secteur suisse de la banque privée pourrait manquer l'opportunité de se doter d'un avantage concurrentiel naturel» commente Sabine Döbeli, directrice générale de SSF.

A la faveur de la place éminente de la Suisse dans plusieurs segments de l'investissement durable, les représentants du secteur bancaire ont d'ailleurs pris la mesure de l'importance de cette approche et du potentiel encore inexploité qu'elle recèle pour le wealth management et pour l'asset management, ainsi que l'a souligné Herbert J. Scheidt, le président de l'Association suisse des banquiers (ASB)

Swissbanking - mais aussi président du groupe Vontobel depuis 2011, après en avoir été le Directeur exécutif (CEO). Cette approche d'investissement est bien sûr étroitement liée au développement des valeurs de responsabilité sociale (corporate responsibility) des entreprises.

Ainsi, pour Herbert J. Scheidt «aucune autre place financière que la Suisse ne bénéficie d'une position de force initiale aussi favorable sur les questions liées à la durabilité. A la faveur des compétences disponibles sur place et de la dotation en fonds propres de ses banques, parmi les plus robustes au monde». Et le président de l'ASB de poursuivre: «pour le secteur du private banking exposé à une pression sur les marges, cela représente une chance. D'autant que d'autres places financières développent des offres intéressantes sur ce thème, en France ou en Scandinavie. De ce fait, positionner la place financière suisse comme un centre international de l'investissement durable est un impératif tant du point de vue économique que de la cause environnementale». Et Herbert J. Scheidt de résumer: «pour la Suisse en tant que place financière, la finance durable est une compétence majeure naturelle, car elle repose sur trois attributs typiquement suisses: la qualité, la puissance innovatrice et la stabilité». La promotion des valeurs liées à la spécificité suisse constitue d'ailleurs l'un des dix arguments clés de l'étude. Reste que le débat qui s'est tenu mercredi a révélé qu'il y a encore fort à faire au sein des banques pour que la plupart des conseillers à la clientèle soient familiarisés avec cette approche. Les arguments de l'étude de SSF permettent d'y contribuer. ■

L'évolution conforme aux prévisions

INVESTIS. La société immobilière a dégagé un bénéfice net de 45,1 millions de francs en 2016.

La société immobilière valaisanne Investis a bouclé 2016 sur un bénéfice net de 45,1 millions de francs, en hausse de 1,1% sur un an. Le groupe a affiché une évolution conforme aux prévisions au terme de son premier semestre en qualité d'entreprise cotées à SIX, indique-t-il hier. La marche des affaires devrait rester robuste en 2017. «Ce résultat solide met en exergue la fiabilité du modèle d'affaires avec les deux segments Properties et Real Estate Services», indique le fondateur et directeur général (CEO) Stéphane Bonvin. Le conseil d'administration propose le versement d'un dividende 2,35 francs, pour un taux de distribution de 68,0%. Quelque 30 millions de francs seront ainsi reversés aux actionnaires.

Le produit de l'introduction en Bourse (IPO) a permis différents investissements et acquisitions. Au 31 décembre, le portefeuille immobilier affichait 136 immeubles avec 2334 unités d'habitation, pour une valeur de 981 millions de francs. La hausse en comparaison annuelle approche les 15%, réalisée grâce à des réévaluations de 46,6 millions de francs, contre 31,0 millions en 2015. Investis se concentre sur les propriétés situées dans l'Arc lémanique.

Le résultat brut d'exploitation (Ebitda) avant réévaluation s'affiche en recul de 4,0% à 28,7 millions de francs. Investis a subi une hausse des charges causée notamment par la résiliation anticipée d'une partie des couvertures de taux.

«Les dépenses se sont alourdies toutefois conformément aux attentes», souligne l'entreprise valaisanne. Le renforcement des effectifs au sein de Property Management et Facility Manage-

ment, ainsi que la consolidation du domaine Corporate ont pesé sur les coûts. A la fin de l'année, l'effectif comptait 1146 personnes, en hausse de 84 employés sur douze mois.

Le produit d'exploitation s'est étoffé de 2,9% à 161,9 millions de francs. Les deux divisions Properties et Real Estate Services ont contribué à cette croissance, selon le groupe. Pour Properties, les revenus locatifs ont grimpé de 2,7% à 41,9 millions de francs, pour des charges directes représentant environ 30%. Ces dernières ont reculé de 6 point de pourcentage sur un an. La taux de vacance s'est élevé à 3,7%, un «niveau faible en comparaison sectorielle», souligne le groupe. L'état locatif annualisé s'est fixé à 46,9 millions de francs.

L'unité Real Estate Services, active dans les services immobiliers, a généré des recettes de 136 millions de francs, en hausse de 3,8%. Les domaines Property Management, qui contribue à hauteur de 56% au chiffre d'affaires de la division, a crû grâce à de nouveaux mandats. Le rachat de la société Hauswartprofis a permis au segment Facility Management de connaître une évolution positive. Investis va d'ailleurs se concentrer exclusivement sur ces deux domaines d'activité. Construction Management, qui a traversé une année 2016 difficile, ne sera plus proposé en tant qu'entreprise générale. Le total du bilan s'est étoffé de quelque 12% à 1,1 milliards de francs. La politique de financement demeure conservatrice, avertit Investis. Le groupe a émis en février un emprunt de 140 millions de francs à 0,25%, échéance 2019, afin de rembourser des hypothèques. ■